

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2015/36153]

11 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement flamand portant facturation de frais administratifs pour congé pour mission, congé pour missions syndicales, congé pour l'exercice d'une fonction dans un cabinet ministériel ou congé pour prestations au bénéfice de groupes politiques reconnus dans les chambres législatives ou de leurs présidents, pour les membres du personnel enseignant

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret relatif au statut des membres du personnel de l'enseignement communautaire du 27 mars 1991, article 77^{quater}, § 4 ;

Vu le décret relatif au statut des membres du personnel de l'enseignement subventionné du 27 mars 1991, article 51^{quater}, § 4 ;

Vu l'avis du Ministre flamand chargé du budget, donné le 3 juillet 2015 ;

Vu l'avis 57.896/1/V du Conseil d'Etat, donné le 1^{er} septembre 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa premier, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre flamande de l'Enseignement ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Ce chapitre s'applique aux personnels suivants :

1^o les membres du personnel visés à l'article 2, § 1^{er}, du décret du 27 mars 1991 relatif au statut des membres du personnel de l'enseignement communautaire ;

2^o les membres du personnel visés à l'article 4, § 1^{er}, du décret du 27 mars 1991 relatif au statut des membres du personnel de l'enseignement subventionné ;

3^o les membres de l'inspection, visés à l'article 61 du décret du 8 mai 2009 relatif à la qualité de l'enseignement ;

4^o les membres du personnel, visés à l'article 10 du décret du 1^{er} décembre 1993 relatif à l'inspection et à l'encadrement des cours philosophiques.

Art. 2. En application de l'article 77^{quater}, § 4 du décret relatif au statut des membres du personnel de l'enseignement communautaire du 27 mars 1991, respectivement de l'article 51^{quater}, § 4 du décret relatif au statut des membres du personnel de l'enseignement subventionné du 27 mars 1991, des frais administratifs sont facturés aux organisations faisant appel aux membres du personnel, visés à l'article 1^{er}, nommés à titre définitif, admis au stage ou désignés à titre temporaire pour l'exercice d'un congé pour mission, congé pour missions syndicales, congé pour l'exercice d'une fonction dans un cabinet ministériel ou congé pour prestations au bénéfice de groupes politiques reconnus dans les chambres législatives ou de leurs présidents.

Art. 3. Les frais administratifs, visés à l'article 2, sont facturés pendant la période des congés approuvés pour mission, pour missions syndicales, pour l'exercice d'une fonction dans un cabinet ministériel ou pour prestations au bénéfice de groupes politiques reconnus dans les chambres législatives ou de leurs présidents, et s'élèvent à 60 euros par mois commencé.

Art. 4. Les frais administratifs mensuels, visés à l'article 2, sont imputés sur le relevé de paiement écrit périodique transmis à l'organisation qui s'est engagée à rembourser le traitement et toutes les indemnités et allocations à l'Agence de Services d'Enseignement ou à l'Agence de l'Enseignement supérieur, de l'Education des Adultes et des Allocations d'Etudes.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2015.

Bruxelles, le 11 septembre 2015.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

G. BOURGEOIS

La Ministre flamande de l'Enseignement,

H. CREVITS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2015/29439]

9 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 mars 2003 relatif à la Charte de l'administrateur public et aux indemnités octroyées aux administrateurs publics et aux administrateurs de droit d'un organisme public relevant de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, l'article 10, tel que modifié par le décret du 31 mars 2011 relatif à la gouvernance dans l'exécution des mandats publics au sein des organismes publics et des entités dérivées de l'autorité publique ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 mars 2003 relatif à la Charte de l'administrateur public et aux indemnités octroyées aux administrateurs publics et aux administrateurs de droit d'un organisme public relevant de la Communauté française, les articles 6 et 7 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 août 2015 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 août 2015 ;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 9 septembre 2015 ;

Considérant que le décret du 31 mars 2011 relatif à la gouvernance dans l'exécution des mandats publics au sein des organismes publics et des entités dérivées de l'autorité publique a remanié le régime de rémunération des administrateurs des organismes publics et des entités dérivées de l'autorité publique en révisant l'article 10 et en abrogeant l'article 11 du décret du 9 Janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française ;

Qu'il convient, dès lors, d'adapter l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 mars 2003 relatif à la Charte de l'administrateur public et aux indemnités octroyées aux administrateurs publics et aux administrateurs de droit d'un organisme public relevant de la Communauté française qui y porte exécution ;

Sur proposition du Ministre du Budget et de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 mars 2003 relatif à la Charte de l'administrateur public et aux indemnités octroyées aux administrateurs publics et aux administrateurs de droit d'un organisme public relevant de la Communauté française est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. § 1^{er}. La rémunération des administrateurs publics visée à l'article 10 du décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française est fixée comme suit :

1° à l'Office de la naissance et de l'enfance (ONE) :

a) un jeton de présence dont la valeur se situe entre 100 et 125 euros par réunion du Conseil d'administration et, selon les cas, du Bureau permanent ou du Comité permanent ;

b) une indemnité annuelle dont la valeur se situe entre 2.000 et 19.372 euros ;

2° à l'Entreprise des technologies nouvelles de l'information et de la communication (ETNIC) : un jeton de présence dont la valeur se situe entre 100 et 125 euros par réunion du Conseil d'administration et selon les cas, du Bureau permanent ou du Comité permanent ;

3° au Fonds Ecureuil : un jeton de présence dont la valeur se situe entre 100 et 125 euros par réunion du Conseil d'administration et selon les cas, du Bureau permanent ou du Comité permanent ;

4° à la Radio-télévision belge de la Communauté française (RTBF) :

a) un jeton de présence dont la valeur se situe entre 100 et 125 euros par réunion du Conseil d'administration et selon les cas, du Bureau permanent ou du Comité permanent ;

b) une indemnité annuelle dont la valeur se situe entre 2000 et 19.372 euros ;

5° à l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES) :

a) un jeton de présence dont la valeur se situe entre 100 et 125 euros par réunion du Conseil d'administration et selon les cas, du Bureau permanent ou du Comité permanent ;

b) une indemnité annuelle dont la valeur se situe entre 2.000 et 10.000 euros ;

6° à l'Institut de formation en cours de carrière (IFC) : un jeton de présence dont la valeur se situe entre 100 et 125 euros par réunion du Conseil d'administration et selon les cas, du Bureau permanent ou du Comité permanent.

§ 2. Il appartient à chaque organisme d'intérêt public de décider, conformément à ses règles de délibération interne et dans la fourchette visée au § 1^{er}, du montant du jeton de présence ou de l'indemnité annuelle.

§ 3. Les montants des jetons de présence et de l'indemnité annuelle sont indexés conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public, et sont rattachés à l'indice-pivot 138,01.

§ 4. Les indemnités annuelles sont liquidées mensuellement à terme échu et à concurrence de 1/12^{ème}.

Lorsque l'indemnité n'est pas due pour un mois entier, elle est liquidée, prorata temporis, à raison de 1/30^{ème} du montant mensuel par jour presté.

L'indemnité est diminuée au prorata de la présence effective lorsque l'administrateur a été absent à plus de 20 % des réunions de l'organe de gestion. ».

Art. 2. L'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 mars 2003 relatif à la Charte de l'administrateur public et aux indemnités octroyées aux administrateurs publics et aux administrateurs de droit d'un organisme public relevant de la Communauté française est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2015.

Art. 4. Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 9 septembre 2015.

Le Ministre-Président,
Rudy DEMOTTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
André FLAHAUT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2015/29439]

9 SEPTEMBER 2015. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 maart 2003 betreffende het Handvest van de overheidsbestuurder en de vergoedingen toegekend aan de overheidsbestuurders en de bestuurders van rechtswege van een overheidsinstelling die onder de Franse Gemeenschap ressorteert

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, inzonderheid op artikel 10, zoals gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2011 betreffende het bestuur in de uitvoering van de overheidsmandaten binnen de overheidsinstellingen en binnen de van de overheid afgeleide entiteiten;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 maart 2003 betreffende het Handvest van de overheidsbestuurder en de vergoedingen toegekend aan de overheidsbestuurders en de bestuurders van rechtswege van een overheidsinstelling die onder de Franse Gemeenschap ressorteert, inzonderheid op de artikelen 6 en 7;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 augustus 2015 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 27 augustus 2015 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 9 september 2015 ;

Overwegende dat het decreet van 31 maart 2011 betreffende het bestuur in de uitvoering van de overheidsmandaten binnen de overheidsinstellingen en binnen de van de overheid afgeleide entiteiten de regeling van bezoldiging van de bestuurders binnen de overheidsinstellingen en binnen de van de overheid afgeleide entiteiten gewijzigd heeft door artikel 10 te herzien en door artikel 11 van het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, op te heffen;

Dat het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 maart 2003 betreffende het Handvest van de overheidsbestuurder en de vergoedingen toegekend aan de overheidsbestuurders en de bestuurders van rechtswege van een overheidsinstelling die onder de Franse Gemeenschap ressorteert ter uitvoering hiervan, bijgevolg moet worden aangepast ;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Ambtenarenzaken ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 6 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 maart 2003 betreffende het Handvest van de overheidsbestuurder en de vergoedingen toegekend aan de overheidsbestuurders en de bestuurders van rechtswege van een overheidsinstelling die onder de Franse Gemeenschap ressorteert, wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. § 1. De bezoldiging van de overheidsbestuurders bedoeld in artikel 10 van het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, wordt bepaald als volgt :

1° bij de « Office de la naissance et de l'enfance (ONE) » :

c) een presentiegeld waarvan de waarde tussen 100 en 125 euro schommelt per vergadering van de Raad van bestuur en, in voorkomend geval, van het Vast Bureau of het Vast Comité ;

d) een jaarlijkse vergoeding waarvan de waarde tussen 2.000 en 19.372 euro schommelt ;

2° bij het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC) : een presentiegeld waarvan de waarde tussen 100 en 125 euro schommelt per vergadering van de Raad van bestuur en, in voorkomend geval, van het Vast Bureau of het Vast Comité ;

3° bij het « Fonds Ecureuil » : een presentiegeld waarvan de waarde tussen 100 en 125 euro schommelt per vergadering van de Raad van bestuur en, in voorkomend geval, van het Vast Bureau of het Vast Comité ;

4° bij de « Radio-télévision belge de la Communauté française (RTBF) » :

c) een presentiegeld waarvan de waarde tussen 100 en 125 euro schommelt per vergadering van de Raad van bestuur en, in voorkomend geval, van het Vast Bureau of het Vast Comité ;

d) een jaarlijkse vergoeding waarvan de waarde tussen 2000 en 19.372 euro schommelt ;

5° bij de « Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES) (Academie voor onderzoek en hoger onderwijs) » :

c) een presentiegeld waarvan de waarde tussen 100 en 125 euro schommelt per vergadering van de Raad van bestuur en, in voorkomend geval, van het Vast Bureau of het Vast Comité ;

d) een jaarlijkse vergoeding waarvan de waarde tussen 2.000 en 10.000 euro schommelt ;

6° bij het Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan (IFC) : een presentiegeld waarvan de waarde tussen 100 en 125 euro schommelt per vergadering van de Raad van bestuur en, in voorkomend geval, van het Vast Bureau of het Vast Comité.

§ 2. Het behoort tot elke instelling van openbaar nut om te beslissen, overeenkomstig de regels van de interne beraadslaging en de marge bedoeld in § 1, over het bedrag van het presentiegeld of van de jaarlijkse vergoeding.

§ 3. De bedragen van het presentiegeld en van de jaarlijkse vergoeding worden geïndexeerd volgens de regels voorgeschreven bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, en worden gekoppeld aan de spilindex 138,01.

§ 4. De jaarlijkse vergoedingen worden maandelijks uitgekeerd op vervallen termijn en ten belope van 1/12de.

Indien de vergoeding niet verschuldigd is voor een volle maand, wordt ze uitgekeerd, prorata temporis, naar rata van 1/30ste van het maandelijks bedrag per gepresteerd dag.

De vergoeding wordt verminderd naar rata van de werkelijke aanwezigheid wanneer de bestuurder afwezig is geweest op meer dan 20% van de vergaderingen van het beheersorgaan. ».

Art. 2. Artikel 7 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 maart 2003 betreffende het Handvest van de overheidsbestuurder en de vergoedingen toegekend aan de overheidsbestuurders en de bestuurders van rechtswege van een overheidsinstelling die onder de Franse Gemeenschap ressorteert, wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2015.

Art. 4. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 september 2015.

De Minister-President,
Rudy DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,
André FLAHAUT

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/204310]

17 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 fixant les conditions de nourrissage du grand gibier

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, l'article 12^{ter} inséré par le décret du 14 juillet 1994;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 fixant les conditions de nourrissage du grand gibier;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Chasse, donné le 8 juin 2015;

Vu le rapport du 26 juin 2015 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 57.867/2/V du Conseil d'Etat, donné le 26 août 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la nécessité d'adapter les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 fixant les conditions de nourrissage du grand gibier afin de permettre un nourrissage dissuasif du sanglier durant la période du 1^{er} octobre au 31 mars en présence de dégâts à l'agriculture ou d'imminence de ceux-ci;

Sur la proposition du Ministre de la Nature et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 fixant les conditions de nourrissage du grand gibier, l'intitulé « Chapitre IV. — Dispositions transitoires et finales » est déplacé et inséré avant l'article 18.